

## Valls 2 : un gouvernement de guerre sociale

« *Je souhaite un gouvernement de soldats* » : le voeu exprimé par un député du PS juste avant l'annonce de la composition du gouvernement Valls 2 a été pleinement exaucé.

Débarrassée de ceux qui avaient fait connaître leurs états d'âme, pourtant bien timides et tardifs, la nouvelle équipe gouvernementale s'affaire à poursuivre et amplifier la politique d'austérité de ces dernières années et la casse sociale qui l'accompagne.

La nomination au Ministère de l'Economie d'Emmanuel Macron, ex-banquier d'affaires chez Rothschild, la déclaration d'amour de Valls à Gattaz lors de l'université d'été du Medef ne devraient laisser aucun doute sur ce qui nous attend si nous les laissons faire.

Il s'agit bien d'une fuite en avant pour imposer coûte que coûte non seulement les 40 milliards de cadeaux au patronat et les 10 milliards de réduction des dépenses publiques du « pacte de responsabilité » mais aussi d'en finir avec ce que Macron appelle la « société statutaire », c'est-à-dire l'ensemble de nos droits sociaux.

Face à cet agenda de guerre sociale le mouvement syndical ne peut se dérober en laissant l'initiative au gouvernement ou en acceptant le jeu de dupes du « dialogue social ».

Dans tous les ministères, il s'agit de mettre en musique une même politique qui va aggraver le sort du plus grand nombre au profit d'une minorité qui a déjà tout, de soumettre un peu plus les services publics à la logique du privé.

Cela vaut pour le Ministère de l'Education nationale où la nomination de Najat Vallaud-Belkacem ne changera rien aux reculs que nous avons subis ces dernières années.

Une des premières échéances sera d'organiser la riposte contre le budget présenté à la fin du mois qui viendra entériner le « pacte de responsabilité ».

L'enjeu n'est pas simplement d'imposer un premier recul à ce gouvernement entièrement acquis aux intérêts du patronat. Bien davantage va se jouer dans les mois qui viennent dans un contexte où la crise sociale se conjugue à une crise politique sans précédent, où l'impopularité du pouvoir et la déliquescence de la droite parlementaire renforcent de façon inédite l'audience du Front National.

Pascal ADAMS, Lycée Jacques Prévert, Pont-Audemer.

**POUR NOUS  
CONTACTER**

76 : LE HAVRE : [veronique.ponvert@orange.fr](mailto:veronique.ponvert@orange.fr)  
[stephanie\\_moi1980@yahoo.fr](mailto:stephanie_moi1980@yahoo.fr)

ROUEN : [annedesj@orange.fr](mailto:annedesj@orange.fr)  
[pierre.berche@univ-rouen.fr](mailto:pierre.berche@univ-rouen.fr)

27 : PT-AUDEMER : [pascal.adams@wanadoo.fr](mailto:pascal.adams@wanadoo.fr)  
LOUVIERS : [philippe.thouement@wanadoo.fr](mailto:philippe.thouement@wanadoo.fr)

### Mobilisation à Romain Rolland...

Le collège Romain Rolland se bat pour ses élèves : il est dans une zone où l'éducation n'est pas prioritaire !

38 dérogations autorisées pour la rentrée, soit 15 élèves en plus et suppression d'une classe...

Où est la logique pour un établissement fréquenté par des enfants originaires à 65% de CSP défavorisées ?

Comment travailler sereinement et efficacement avec des effectifs entre 27 et 29 élèves dans trois niveaux sur quatre ?

Dès janvier, les enseignants et les parents se sont mobilisés : demandes d'audience auprès des DASEN, de la rectrice, grèves, journée « collège mort », manifestations médiatisées. Deux visites du DASEN adjoint n'ont rien apporté de concret, ou si peu : 4 h de français accordées après le 5 juillet pour construire 6 groupes sur 5 classes en 6<sup>ème</sup> et l'autorisation d'un recrutement de CUI pour « épauler » une Vie Scolaire officiellement reconnue en sous-effectif.

La lutte redémarre donc dès cette rentrée avec la même volonté : face à la reprise étirée par l'administration sur 3 jours pour contourner le préavis de grève, la quasi-totalité des professeurs y sera vendredi 5 avec une opération médiatique « 38 chaises ». Nous déciderons alors des suites pour la semaine prochaine. Samedi 6, les parents FCPE lancent une action « collège mort ». La presse écrite et audio-visuelle diffuse notre action dès ce mardi 2.

Xavier LEMARCIS, Collège Romain Rolland, Le Havre.

### ...et à Fernand Léger !

Le collège Fernand Léger se bat pour ses élèves : situé au sein de l'éducation prioritaire (dans un RRS) son équipe a bien du mal à maintenir un climat scolaire serein malgré la cohésion et la solidarité qui la caractérisent. Au sein du Petit-Quevilly le collège accueille les enfants des familles vivant dans les quartiers où les difficultés sociales sont parmi les plus importantes de l'agglomération rouennaise. C'est pourquoi le travail y est difficile. Cependant la motivation ne manque pas et tous les jours les professeurs, la vie scolaire et toute la communauté éducative remuent ciel et terre pour la motivation et les progrès scolaires des élèves.

C'est pourquoi lorsque l'IA-DASEN maintient le seuil de 25 élèves pour l'ouverture d'une division au sein de notre établissement, il sacrifie les niveaux dans lesquels ce seuil tombe mal. Dans ces classes dont les effectifs varient de 24 élèves en début d'année à 26 ou 27 élèves en cours d'année, la sérénité de travail est impossible et les collègues sont à bout. C'est pourquoi nous nous étions rassemblés en mars devant l'IA, avec les parents pour protester contre la DHG qui nous place cette situation.

Ne voyant pas d'amélioration et aucune prise en compte de nos revendications inscrites au sein de nombreuses motions, nous avons déposé en juin un préavis de grève pour la semaine de la rentrée. Suite à cela une seconde audience fut obtenue... mais toujours pas de moyens. Les personnels qui ont voté la grève se réuniront à nouveau pour en définir les modalités et exprimer leur ras-le-bol. Ils se sentent floués par le manque de personnels éducatifs mais aussi de santé et du travail social, ils sont écoeurés par les assises de l'éducation prioritaire qui leur donnent l'impression de s'être fait griller la priorité...

Clément LEFEVRE, Collège F. Léger, Petit Quevilly.

## Une rentrée « classique »

Effectivement, cette rentrée est désormais classique, c'est à dire qu'on peut prétendre – comme chaque année – qu'elle est encore pire que la précédente!

Pour les stagiaires d'abord. Pour la première fois à Rouen, il n'y a pas eu de GT (Groupe de Travail) d'affectation des FSTG (Fonctionnaires Stagiaires). Ceux-ci ont donc été affectés dans la plus grande opacité, même si bien sûr notre syndicat a été présent auprès d'eux dès qu'ils se manifestaient. Afin de pallier le manque cruel d'enseignants, notamment à Créteil et Versailles, le ministère a affecté des stagiaires (au moins deux à Rouen) dans des académies qui ne correspondaient pas à leur choix, au détriment de leur master et de leur vie privée. Si la moitié des stagiaires sera à 9 heures cette année (ce qui est encore en deçà de nos revendications), l'autre moitié, issue du concours 2013-2, fera son année de stage à 18 heures.

Pour les TZR ensuite. Cette année, le nombre d'enseignants affectés sur deux voire trois établissements, de communes différentes, en collège et en lycée – tous ces critères étant parfois cumulés – explose! Pire encore, le rectorat a quasiment refusé toute amélioration de situation alors même que certains blocs ne sont que de deux heures! Bien sûr, une des explications de ces petits blocs vient de l'acceptation plus ou moins contrainte des HSA par des collègues dont le point d'indice est gelé depuis 2010. Notons enfin que les remontées des BMP (Blocs de Moyens Provisoires) des chefs d'établissement sont souvent erronées. Du coup, les affectations prononcées au GT du 22 août continuent d'être modifiées sans qu'on puisse en être informé.

Seul un vaste plan d'amélioration de nos conditions de travail pourrait endiguer la crise de recrutement et nous faire dire – enfin – que la rentrée est réussie!

Nolwenn PONTOIZEAU, Collège L'oiseau blanc,  
Criquetot L'Esneval.

## Nouveau socle : quand la consultation ne suffit plus...

Le Conseil Supérieur des Programmes est en charge de rénover le contenu des programmes scolaires et de repenser un socle commun de connaissances et de compétences. Une nouvelle consultation des enseignants sur la question des programmes, du socle et de l'évaluation est ainsi prévue cette année.

Cette consultation est à prendre pour ce qu'elle est : un effet d'annonce officiel soulignant les bonnes intentions du gouvernement à l'égard des personnels enseignants, un moyen de gagner du temps pour préparer des rentrées qui s'annoncent toujours plus difficiles en échelonnant la mise en place de nouveaux programmes de manière à atténuer les vives réactions d'opposition susceptibles d'apparaître. Il ne faut pas se leurrer : les résultats à l'issue de cette consultation ne seront pas pris en compte par notre nouveau ministre. Mais toute consultation va de pair avec des échanges et favorise l'installation d'un dialogue entre les enseignants d'un même établissement, d'un même secteur, ainsi qu'une véritable réflexion amorcée au niveau local. C'est dans cette perspective que notre participation individuelle est importante et que les heures d'information syndicale conservent tout leur intérêt pour susciter une réflexion collective sur ce sujet.

Ce nouveau socle semble amélioré et plus exigeant que le précédent mais, dans le contexte d'une Education Nationale technocrate, ce ne sont ni l'épanouissement ni

l'émancipation de nos élèves qui sont visés mais leur adaptation à une société industrialisée. C'est pourquoi l'Ecole Emancipée sera exigeante quant au contenu des programmes qui seront appliqués pour les rentrées 2015 et 2016. Elle recentrera aussi le débat sur la question de l'évaluation de ce socle et du danger de voir disparaître le Diplôme National du Brevet au profit d'un nouveau Livret Personnel de Compétences.

Maite DOUMEINGTS, Collège Henri Wallon, Le Havre.

## Palestine vivra !

Au terme de 50 jours d'offensive israélienne, le bilan est sans appel : 2 200 morts palestiniens, essentiellement civils, plus de 10 000 blessés, 17 000 bâtiments détruits... Malgré la violence mise en œuvre, aucun des objectifs israéliens n'a été atteint : ni la division de la résistance palestinienne, ni le désarmement de la résistance à Gaza, pas plus que la destruction des tunnels. C'est une défaite militaire et politique pour le gouvernement Netanyahu qui sort fragilisé du conflit. Pour autant les accords associés au cessez-le-feu ne règlent aucune des revendications fondamentales des palestiniens, qui sont pour la plupart renvoyées à des négociations ultérieures. Si deux points de contrôles sont ouverts pour laisser entrer de l'aide humanitaire, la levée intégrale et sans conditions du blocus illégal de Gaza reste notamment à obtenir.

C'est la raison pour laquelle, au delà de la résistance sur place, le mouvement de solidarité qui a rassemblé cet été des dizaines de milliers de personnes en France et des millions à travers le monde ne doit pas s'essouffler. Ces mobilisations ont pesé et pèsent encore sur l'état israélien et sur la bourgeoisie internationale qui le soutient encore. La campagne BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions) a pris une dimension essentielle, conduisant par exemple Veolia à remettre en question ses contrats dans les colonies. Au delà, il nous faut travailler à la préparation d'une initiative nationale la plus large possible pour la levée du blocus.

Vincent ALES, PE brigade, Le Havre.

## Echec pour le Sous-préfet !

Bolortuya est une jeune lycéenne de 1ère au lycée Robert Schuman du Havre. Il y a 10 ans, elle a dû fuir son pays (la Mongolie) en raison des activités politiques de ses parents. Réfugiée en France depuis 2010, elle est scolarisée au Havre depuis 2 ans. Comme des centaines d'autres jeunes majeur-es sans-papiers, elle risquait d'être expulsée car la politique de traque des sans-papiers des gouvernements Valls (1 et 2) ne diffère en rien de celle menée par Hortefeux-Guéant. A la suite d'un contrôle policier dans le train, le sous-préfet du Havre lui a signifié une OQTF et elle a été envoyée au centre de rétention administrative (prison pour sans-papiers) de Oissel pendant une semaine dans des conditions particulièrement pénibles. Libérée grâce à une mobilisation importante et immédiate des associations (dont RESF et l'Ashéti), des syndicats, des élu-es (PS et Front de Gauche) et des enseignant-es de son lycée, Bolortuya reste menacée par une possible expulsion. Une première manifestation de soutien a rassemblé 150 personnes devant la sous-préfecture du Havre le 28 août. Depuis une pétition circule dans un certain nombre d'établissements scolaires de l'agglomération pour que Bolortuya puisse continuer à vivre et terminer ses études au Havre.

Alain PONVERT, Collège Irène Joliot-Curie du Havre.